

COMPTE RENDU DE MANDAT

Septembre 2020
Décembre 2021

Muriel Ressiguiier

Députée de la
2^e circonscription de l'Hérault



SOMMAIRE

- 2 Votre députée
- 3 Activité parlementaire
- 4 Interventions dans l'Hémicycle
- 8 Interventions en Commission des Affaires Culturelles et de l'Éducation
- 14 Interventions en Commission des Finances
- 15 Interventions en Commission des Affaires Économiques
- 16 Questions écrites au gouvernement
- 19 Manifestations et rencontres sur le terrain



Votre députée

Muriel Ressiguier

Députée de la
2^e circonscription de l'Hérault

*Cantons de Montpellier-1, Montpellier-3,
Montpellier-7, Montpellier-9*



Responsabilités et fonctions à l'Assemblée nationale

Nom de la mission	Type de Mission	Fonction
Groupe français de l'Union interparlementaire (U.I.P)	Instances internationales ou judiciaires	Membre
Conseil national de l'économie sociale et solidaire	Organismes extra-parlementaires	Membre Suppléante
Commission départementale prévue à l'article L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales	Organismes extra-parlementaires	Membre Titulaire
Commission des affaires culturelles et de l'éducation	Commission permanente	Membre
Conditions d'accueil des migrants	Groupe d'études	Membre
Économie sociale et solidaire	Groupe d'études	Membre
Fin de vie	Groupe d'études	Membre
Mineurs non accompagnés	Groupe d'études	Membre
Professions paramédicales	Groupe d'études	Vice-présidente
Secteur aéronautique et spatial	Groupe d'études	Membre

Activité parlementaire

PROPOSITION DE LOI visant à renforcer la participation lors des élections en France et à améliorer notre démocratie.

La perte d'intérêt des citoyens envers les élections et le débat public, visible à travers un taux d'abstention de plus en plus élevé, ainsi que l'insatisfaction qui se manifeste par les votes blancs sont inquiétants pour notre démocratie. Il est crucial de réinventer notre pratique démocratique et de renforcer la citoyenneté.

Tel est le but de cette proposition de loi, qui par son **article 1^{er}** rend obligatoire l'inscription sur les listes électorales et le vote dès la majorité sous peine de sanction qui prendrait la forme d'un stage civique de trois jours ; prévoit des campagnes d'information dans les collèges, les lycées, les établissements d'enseignement supérieur, dans les administrations et les établissements publics.

L'article 2 instaure la reconnaissance du vote blanc comme un vote à part entière devant être inclus dans le décompte et l'affichage final.

L'article 3, propose d'invalider le vote si la majorité absolue n'est pas atteinte, entraînant ainsi un nouveau processus électoral.

Enfin **l'article 4**, offre la possibilité aux élus nationaux de renouveler leur mandat une deuxième fois tout en conservant leur emploi grâce à un congé sans solde, comme c'est déjà le cas pour les élus locaux, permettant ainsi à davantage de citoyens de pouvoir se présenter. L'objet de cette proposition de loi est d'interroger notre pratique démocratique et d'y apporter modestement une contribution. Le statut de l'élu pourrait faire également l'objet d'une Proposition de loi en soi qui permettrait d'ouvrir un plus large débat.

ASSEMBLÉE NATIONALE
XV^e LÉGISLATURE

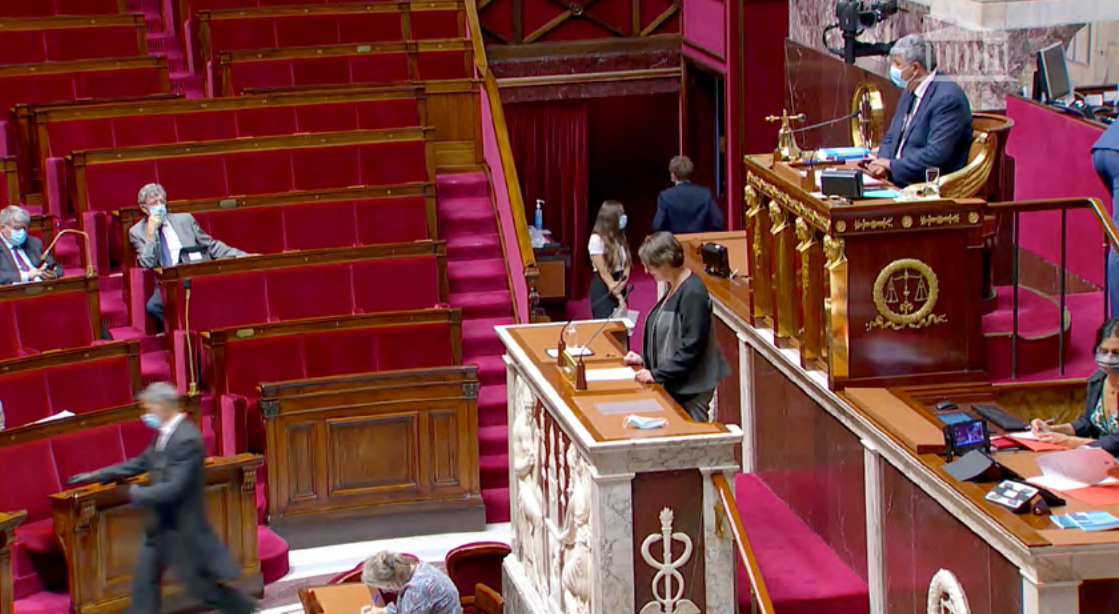
Proposition de loi
n° i-1948

Renforcer la
participation lors des
élections en France
et améliorer notre
démocratie

Octobre 2021

Muriel Ressiguier
et plusieurs de ses collègues
Députés

DOCUMENTS LÉGISLATIFS
www.assemblee-nationale.fr



Interventions dans l'Hémicycle

Octobre 2021

Discussion générale sur les crédits de la mission enseignement supérieur et recherche dans le PLF 2022

« Le budget de l'ESR qui s'élève à 29,24 milliards d'euros illustre cette année encore votre vision libérale calquée sur le modèle anglo-saxon. »

« Dans la droite ligne de votre idéologie, ce budget reflète aussi votre volonté d'en finir peu à peu avec le statut de fonctionnaire. Ainsi le CNRS voit ses emplois sous plafond baisser de 128 ETPT et ses emplois hors plafond augmenter de 995 ETPT, laissant le champ libre aux CDI de missions scientifiques, aux chaires de professeurs juniors et aux contrats doctoraux de droit privé. »

« Vos choix budgétaires renforcent la sélection et le déterminisme social. Entre la mise en œuvre d'un bac local, du portail Parcoursup, de la sélection en Master,

et le manque de place, sans surprise, ce sont les plus précaires qui se retrouvent majoritairement sur le carreau. »

« En somme, les crédits de la mission ESR actent la marchandisation du savoir ainsi que l'employabilité, et aggravent les inégalités sociales. Le gouvernement refuse d'assumer ses missions de service public et renonce au principe d'un savoir universel et émancipateur. »

Discussion générale sur les crédits de la mission enseignement scolaire dans le PLF 2022

« Le dernier budget du quinquennat pour la mission enseignement scolaire reste dans la ligne idéologique libérale portée par le gouvernement. (...) malgré les demandes répétées et les besoins plus qu'avérés, le manque de médecins scolaires n'est pas comblé. Au contraire, on en compte 53 de moins. »

« Par ailleurs, vous persistez dans la réforme du bac alors que l'instauration du contrôle continu a créé une inégalité entre les élèves, détenteurs d'un diplôme qui n'aura désormais plus la même valeur selon l'établissement dans lequel il sera obtenu. »

« Nous retrouvons là votre vision de l'éducation qui se résume trop souvent à l'employabilité, à l'œuvre également dans l'enseignement supérieur. »

Septembre 2021

Discussion générale sur la proposition de loi créant la fonction de directrice ou directeur d'école

« Les revendications des directeurs sont pourtant concrètes. Que veulent-ils ? Ils demandent : une aide administrative statutaire dans chaque école, un réel allègement des tâches administratives, une augmentation des quotités des décharges de direction et une décharge hebdomadaire.

En réponse, vous créez une « *autorité fonctionnelle* » qui implique en réalité une « *autorité hiérarchique* » qui ne dit pas son nom et dont les principaux concernés ne veulent pas. »

« La mise en concurrence entre les établissements, les professeurs, le personnel administratif et les agents des écoles sera tout aussi nocive que la mise en concurrence des universités et des chercheurs l'a été pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Votre proposition de loi ne répond pas aux problématiques des directeurs d'école et ouvre la boîte de pandore. »

Juillet 2021

Intervention sur le Projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire

« Si l'opposition entière vous interpelle, si l'opposition entière vous dit : nous ne voulons pas d'une société de surveillance généralisée, nous sommes conscients que le virus est réel et qu'il faut vivre avec le virus. Vivre ce n'est pas télétravailler et dormir. Vivre c'est aussi avoir des liens sociaux. (...) Le vaccin est une piste, les gestes barrières et le protocole, évidemment qu'il faut les respecter. (...) Faites attention, plusieurs collègues ici ont parlé de la rupture de confiance entre les citoyens, les institutions et les politiques. Vous jouez un jeu extrêmement dangereux. »





Juin 2021

Projet de loi relatif à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique

« Une réforme de l'audiovisuel devait interroger l'équilibre entre les médias linéaires et les plateformes numériques en ligne et ouvrir le débat sur l'avenir de l'audiovisuel. Mais le projet de loi initial (...) a été en grande partie vidé de sa substance. »

« Toujours rien sur la redevance et le financement de l'audiovisuel. Rien non plus sur les missions de service public de l'audiovisuel public, ni sur l'encadrement nécessaire de la publicité de plus en plus présente et nocive surtout dans le secteur privé. » « Enfin, la concentration des médias, qui est un sujet important car elle met en péril l'équilibre et le pluralisme de l'information notamment, n'est pas abordée dans ce projet de loi et c'est une lacune regrettable. »

Mars 2021

Question orale sans débat.

La justice doit évoluer sur le traitement des violences sexuelles

« En moyenne, entre 2011 et 2018, 176 000 personnes majeures ont été victimes de violences sexuelles. »

« L'accueil qui leur est parfois réservé au moment de déposer plainte, la peur d'être stigmatisées, le sentiment de gêne ou de honte, la crainte d'être blâmées, la conscience que l'instruction sera longue et la condamnation incertaine de l'agresseur, tout ceci explique que seulement 10 % des victimes ose porter plainte. »

« Une étude menée en 2016 par l'association mémoire traumatique et victimologie met en exergue la culture du viol. Elle montre que 22 % des hommes pensent encore qu'un « non » est un « oui » déguisé contre 17 % des femmes. »

Novembre 2020

Motion de rejet sur la loi de programmation pluriannuelle de la recherche

« (...) La crise sanitaire aurait dû nous faire prendre conscience que la logique néo-libérale guidée par la course au profit nous mène droit dans le mur au niveau économique, environnemental et humain. Et aussi de la nécessité non seulement de préserver mais de renforcer nos services publics notamment celui de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mais fièrement, méthodiquement, cyniquement, vous poursuivez votre mission de déconstruction de l'ESR, sans l'assumer frontalement toutefois, en le niant même parfois. Ce qui biaise les débats et les rend par moment tristement surréalistes. (...) »

Octobre 2020

Intervention sur le projet de loi de finances pour 2021 : Recherche et enseignement supérieur

« Cette année, alors qu'il y avait 57 700 étudiants en plus selon le ministère, seulement 21 500 places supplémentaires ont été créées.

ParcourSup laisse chaque année de plus en plus d'étudiants sur le carreau.

L'accès en master devient lui aussi de plus en plus problématique. Les saisines devant le rectorat ont bondi de 126 % à la rentrée. »

« Alors qu'un tiers des étudiants renoncent aux soins, vous baissez de 300 000 € le budget de l'action santé du programme vie étudiante.

Vous n'envisagez pas d'accorder les bourses sur 12 mois au lieu de 10, comme le demandent les organisations étudiantes, ni d'augmenter le nombre

de logements gérés par les CROUS, alors que le logement est une problématique criante pour les étudiants. »

Intervention sur l'exploitation commerciale de l'image des enfants sur les plateformes en ligne

« La frontière entre le simple partage en ligne, la recherche de popularité et la démarche commerciale n'est pas toujours clairement affichée, et la notion de travail n'est pas toujours évidente. »

« Par ailleurs, les enfants qui font des vidéos avec leurs parents sont aussi soumis aux dérives comportementales observées sur les réseaux sociaux : cyberaddiction, hyper-narcissisme, compétition exacerbée, harcèlement, risque d'isolement. (...) Or, votre proposition de loi n'évoque pas ces risques. La problématique de collecte de données personnelles, engendrée par le visionnage de vidéos n'est pas non plus abordée. »

« Nous restons convaincus de la nécessité de montrer une détermination politique sans faille pour contraindre les plateformes, guidées par la seule logique du profit, à respecter certaines règles. »



Interventions en Commission des Affaires Culturelles et de l'Éducation

Octobre 2021

Communication sur la mise en application de la loi du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur

« Le rapport intitulé « *Communication sur l'application de la LPR* » évoque à peine la promesse d'élever le budget de l'ESR à 25 milliards d'euros sur dix ans, qui, il est vrai, n'engage ni ce gouvernement, ni les suivants et à laquelle personne ne croyait. »

« Structurellement, la LPR met en place une vision anglo-saxonne de la recherche, axée sur la rentabilité à court terme, la concurrence à outrance et organise la fuite des investissements publics vers le privé, notamment en renforçant l'ANR et le principe d'appel à projets. »

« Derrière un discours de modernisation et de plus d'autonomie, ce sont bien les fondements de la recherche publique qui sont attaqués : les crédits récurrents, le temps long de la recherche fondamentale, la liberté du choix des thèmes de recherche, ainsi que les sciences humaines et sociales. »

Audition de M^{me} Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. PLF 2022

« (...) Le financement de la recherche par appels à projets est coûteux en temps pour les chercheurs, accroît la compétition entre eux, et les établissements, limite les thématiques scientifiques ainsi que la liberté des chercheurs ». « Et que dire du CIR cette niche fiscale offerte aux entreprises qui représentera en 2022, 7,43 milliards d'euros, soit un quart du budget de l'ESR (...) ». « Au lieu de mieux doter les universités, vous continuez la sélection via Parcoursup et à l'entrée des Masters. » « (...) Les bourses ne sont revalorisées qu'à hauteur de 1% alors que le coût de l'inflation est estimé à 1,8%. »

Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports. PLF 2022

« A ce jour, selon l'OCDE, la France est toujours à la traîne par rapport aux autres pays avec un salaire inférieur de 7 % pour les enseignants en début de carrière et de 18 % pour ceux ayant entre 10 et 15 ans d'ancienneté. »

« Malgré la nouvelle grille de salaire des AESH, les salaires perçus permettent à peine de survivre, car beaucoup d'AESH sont en temps partiel subi. » « Dans ce budget, sans surprise, les besoins réels de l'école ne sont pas pris en compte. »

Septembre 2021

Audition de M^{me} Frédérique Vidal,
ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation

« (...) selon le Ministère, seuls 239 bacheliers n'ont pas reçu d'affectation cette année via Parcoursup. Un chiffre qui ne dit rien de la situation des 22 092 lycéens qui ont quitté la plateforme avant d'avoir eu une proposition d'orientation et qui ne dit rien non plus des élèves orientés vers des choix par défaut. La sélection s'effectue aussi en Master où le manque de places est considérable. 7 400 étudiants ont fait une demande de saisine pour pouvoir poursuivre leurs études et 3 000 sont encore sans affectation. »

Audition de M. Jean-Michel Blanquer,
Ministre de l'Éducation nationale,
de la jeunesse et des sports

« Le problème de l'école ne vient pas de la motivation des enseignants, ni de leur statut mais du manque de moyens qui ne permet ni d'exercer ni d'étudier dans des conditions matérielles et humaines satisfaisantes. »

« J'ai eu l'occasion lors de cette rentrée de rencontrer plusieurs chefs d'établissement de collèges de Montpellier, un collectif de parents d'élèves, ainsi que des enseignants et le constat est le même pour tous : manque de CPE, manque ou non remplacement d'AED et d'AESH, manque d'heures attribuées dans le cadre de la DHG, non-remplacement des professeurs absents... »

Mai 2021

Rapport d'information portant
adaptation du deuxième cycle de
l'enseignement supérieur français au
système licence-master-doctorat

« La loi de 2016 sur l'adaptation du système licence-master-doctorat a eu pour effet de déplacer la sélection qui se faisait auparavant en licence entre le master 1 et le master 2 et laisse de nombreux étudiants sans affectation. »

« (...) les critères de sélection étant laissés à l'appréciation des universités qui ne sont pas obligées de justifier leurs refus, c'est précisément le droit à la poursuite d'études qui est remis en cause. Le déterminisme social déjà à l'œuvre à l'université se voit ainsi renforcé. Selon le ministère de l'Éducation Nationale, on ne le dira jamais assez, seulement 17,6% des enfants d'employés et 13,1% des enfants d'ouvriers accèdent à la licence, en Master ils ne sont plus que 12,1% et 9,2%. »

Audition de M^{me} Elisabeth Borne,
ministre du travail, de l'emploi et
de l'insertion sur les dispositifs
jeunesse

« La situation des jeunes, déjà préoccupante, s'est considérablement aggravée. 20% vivaient déjà sous le seuil de pauvreté avant la crise, le taux de chômage des 18/25 ans a bondi de 16 % en un an. »

« Face à la situation, vous avez lancé le plan « 1 jeune, 1 solution », doté d'une enveloppe de 9 milliards d'euros, dont l'objectif affiché est de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes. L'ONG ReAct révèle dans un rapport que ces aides à l'embauche pourraient avoir rapporté à McDonald's jusqu'à 45 millions d'euros alors que l'entreprise aurait de toute façon procédé à ces embauches. »

« Madame la Ministre, ne pensez-vous pas qu'il est temps de créer enfin une allocation autonomie jeunesse (...) ? »

Mai 2021

Audition de M^{me} Roselyne Bachelot, ministre de la culture, sur les prochaines étapes du déconfinement

« Depuis le mois de mars, une centaine de lieux culturels sont occupés sur tout le territoire dont le C.C.N de Montpellier. »
« Outre la réouverture des lieux culturels, Les acteurs du monde de la culture demandent notamment : l'annulation de la réforme de l'assurance chômage; la prolongation de l'année blanche au-delà du 31 août; la consolidation immédiate des organismes sociaux du secteur culturel durement touchés par l'absence de cotisations liée à l'effondrement du volume d'emploi; un plan massif de soutien à l'emploi en concertation avec les organisations représentatives car il faut rouvrir les lieux culturels, oui, mais pas sur des cadavres. »

Avril 2021

Intervention en commission culture sur les aides à la presse régionale et locale

« La presse ne doit pas devenir un marché comme les autres. Que préconisez-vous pour permettre, dans la durée, aux éditeurs d'être diffusés sur tout le territoire comme le prévoit la loi Bichet ? Pensez-vous que les aides publiques accordées à la presse doivent être conditionnées et que les entreprises qui ne jouent pas le jeu et licencient malgré tout devraient rembourser les aides touchées ? Que préconisez-vous enfin pour que les plateformes soient mises à contribution de manière plus conséquente, pour que les négociations entre les organes de presse et les GAFAM soient moins inégalitaires et pour qu'un contrôle réel soit instauré ? »

Mars 2021

Audition de M^{me} Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, sur le programme en faveur de l'égalité des chances pour l'accès à la fonction publique

« Un récent rapport de l'IPP confirme que seuls 9% des étudiants des grandes écoles sont issus de milieux sociaux défavorisés alors qu'ils représentent 36 % des jeunes de 20 à 24 ans. Inversement, 64% des étudiants de grandes écoles sont issus de milieux sociaux très favorisés alors qu'ils ne représentent que 23 % des jeunes de 20 à 24 ans. »
« Vous proposez notamment d'accompagner seulement 1 700 élèves avec « *prépa talents* » ce qui est toujours loin du compte. »
« Au-delà du cas par cas, ne pensez-vous pas que pour briser le déterminisme social, il faut également agir sur l'accompagnement des élèves tout au long de la scolarité, y compris au collège et au lycée, qui sont actuellement les parents pauvres de la politique gouvernementale ? »

Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

« (...) Depuis la réouverture des établissements scolaires il y a presque 1 an, les protocoles sanitaires successifs donnent un sentiment d'improvisation que le manque de concertation et de moyens matériels accentue. »
« Par ailleurs, le projet de revalorisation des salaires des professeurs est loin de répondre aux attentes des enseignants. En effet, seuls 31% des professeurs devraient être augmentés entre 36 et 100€ pour les échelons de 6 à 1. »

Or la moyenne des salaires statutaires des enseignants dans les pays développés est supérieure aux salaires français de 22,6% en primaire, de 22% en collège et de 27,3% en lycée. »

Table ronde sur la TNT

« Basculer entièrement sur un réseau internet serait préjudiciable à un grand nombre de foyers n'ayant pas le matériel nécessaire ou les moyens financiers de se le procurer. Les chaînes publiques en particulier doivent rester accessibles à tous sur tout le territoire.

En effet, par essence, les chaînes publiques ont pour mission de renforcer la connaissance, la transmission du savoir, l'information et la proximité, en dehors des considérations immédiates d'audience et de rentabilité qui peuvent nuire à la qualité des contenus, à la diversité et à la créativité. L'évolution de l'offre audiovisuelle ne signifie pas la fin de la nécessité de missions de service public. »

Février 2021

Table-ronde sur le thème

« Recherche française et Covid-19 »

« Constat éloquent, le financement public de la recherche fondamentale dans la santé a diminué de 28 % entre 2011 et 2018. Dans le même temps, il a augmenté de 11% en Allemagne et de 16% au Royaume-Uni. »

« Pensez-vous que l'Etat devrait investir davantage dans la recherche publique ? Que préconisez-vous pour donner un nouveau souffle à la recherche fondamentale et clinique et également pour que les chercheurs puissent travailler sereinement sans être mis en concurrence ni courir après les financements ?

Enfin, pensez-vous que les brevets des vaccins sur la COVID doivent être levés et appartenir au domaine public ? »

Audition de M^{me} Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées

« La création des PIAL n'a pas amélioré la prise en charge des élèves en situation de handicap. Elle n'a pas remédié non plus à la pénurie des AESH, ni à leur situation de grande précarité. En 2020, ils travaillaient en moyenne 24 heures par semaine, pour 760 euros nets par mois. »

« Le mode d'attribution de l'AAH aggrave encore la situation en prenant en compte les revenus du conjoint (...). Enfin ce mode de calcul remet en question le principe même de l'allocation qui est de garantir l'autonomie du bénéficiaire. »

Audition de M. Benoît Loutrel, pressenti par M. le Président de l'Assemblée nationale pour siéger au sein du collège du Conseil supérieur de l'audiovisuel

« (...) La qualification des contenus et leur modération sont des questions centrales qui ne peuvent être entièrement dévolues aux algorithmes. Il faudra s'assurer que l'ARCOM ait les moyens d'accomplir ses nouvelles missions sans se substituer au pouvoir judiciaire. »

« L'Observatoire des diversités montre qu'il existe une différence considérable entre la société française et sa représentation à l'écran. Il révèle ainsi que le taux de représentation des femmes à la télévision stagne à 39,1 % alors qu'elles représentent 52 % de la population. De même, les catégories socioprofessionnelles dites inférieures sont représentées à seulement 12 % contre 72 % pour les catégories socioprofessionnelles dites supérieures. »

Janvier 2021

Audition de M^{me} Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, sur la situation dans l'enseignement supérieur et les conséquences du Brexit pour l'enseignement supérieur et la recherche

« Selon une étude de la FAGE, un étudiant sur cinq a déjà songé au suicide. Pour répondre à la détresse des étudiants, vous proposez la création d'un « *chèque psy* » dont les modalités précises restent encore à définir. Sachant que la France compte seulement un psychologue pour 30 000 étudiants, il faudrait prévoir un plan de recrutement massif, sur la durée et pas seulement les 80 psychologues annoncés d'ici 6 mois, pour se rapprocher des recommandations internationales, qui sont de 1 pour 1 500 (...). Par ailleurs, un sondage IPSOS indique que 84 % des jeunes interrogés se déclaraient en situation de décrochage (...). »

Audition de M^{me} Nathalie Elimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des Sports, chargée de l'Éducation prioritaire

« En réponse à un besoin d'amélioration des REP, vous proposez leur suppression. En faisant suite au rapport « *mission territoires et réussite* », vous expérimenterez dès la rentrée prochaine la mise en place de « *Contrat Locaux d'Accompagnement* » en intégrant de nouvelles problématiques différentes de celle des quartiers prioritaires, à savoir celles des zones rurales. »

« La mise en place de ces contrats locaux et la délégation des moyens de l'éducation prioritaire aux recteurs des

académies opèrent un changement idéologique. C'est la fin d'une politique nationale au profit de politiques locales. Vous instaurez ainsi une rupture d'égalité sur le territoire et accentuez la concurrence entre les établissements. »

Audition de M^{me} Roselyne Bachelot, ministre de la Culture, sur les conséquences de la crise sanitaire pour le secteur culturel et les perspectives pour 2021

« Depuis le début de la crise sanitaire, 46 % des acteurs de la culture se sont retrouvés au chômage partiel. La crise sanitaire se prolonge et nous devons apprendre à vivre malgré le virus en attendant qu'il soit éradiqué.

Or, nous ne sommes pas uniquement des corps : notre esprit lui aussi a besoin d'être nourri(...). En prenant évidemment les précautions nécessaires, avez-vous un plan de réouverture des lieux culturels ? Par ailleurs, envisagez-vous de prolonger l'« *année blanche* », comme le demandent les intermittents du spectacle ? »

Décembre 2020

Audition de Erwan Balanant sur le rapport « *Comprendre et combattre le harcèlement scolaire* »

« Chaque année, environ 700 000 élèves sont victimes de harcèlement scolaire. (...) Le cyber-harcèlement a aggravé le phénomène qui peut dépasser le cadre de l'établissement scolaire. »

« Votre proposition « *d'encourager chaque réseau social à se doter d'une fonctionnalité de blocage et/ou de signalement des contenus haineux* » est donc intéressante mais ce rôle de modération ne peut être confié uniquement aux algorithmes et nécessite une intervention humaine. »

« Afin de rendre effectif le droit à une scolarité sans harcèlement scolaire, pensez-vous qu'il faudrait, en plus de renforcer la formation des différents acteurs, recruter davantage d'enseignants, de médecins et de psychologues scolaires ou d'AED notamment, ce qui n'a pas été le cas lors du PLF 2020 ? »

Octobre 2020

Audition de M^{me} Delphine Ernotte, présidente-directrice générale de France Télévisions sur son projet stratégique et l'exécution du contrat d'objectifs et de moyens de la société en 2019

« Nous souscrivons aux priorités définies pour France Télévisions, mais elles semblent difficiles à réaliser dans le cadre budgétaire actuel. En effet, le budget de France Télévisions, qui diminue d'année en année, baissera à nouveau de -3,2 % en 2021 en tenant compte de l'inflation. Vient s'ajouter aux baisses de dotations l'impact de la crise sanitaire qui ne peut être encore évalué. Parallèlement le groupe poursuit ses objectifs de suppression d'emplois. Cette dégradation du service public a été accompagnée de la fermeture de France Ô le 23 août dernier. » « La chaîne France 4, elle, regardée chaque mois par 5 millions de téléspectateurs en 2019, bénéficie d'un sursis d'un an. »

Audition de M^{me} Roxana Maracineanu, ministre déléguée chargée des Sports, et de M^{me} Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement sur la mission « *Sport, jeunesse et vie associative* »

« Sur les 152,2 millions d'euros de hausse budgétaire prévus en 2021, deux tiers

seront consacrés à l'augmentation du budget des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, et presque un tiers sera affecté à l'ANS, davantage tournée vers le sport professionnel. Vous choisissez donc de soutenir de manière significative le sport de haut niveau, lucratif et à forte visibilité, plutôt que le sport amateur. »

Audition de M^{me} Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

« Vous confortez le système des appels à projets, chronophage et injuste, au détriment des crédits récurrents. À l'heure actuelle, une vingtaine d'universités capte 80 % des financements de l'ANR et ce sont, sans surprise, les universités les plus prestigieuses. »

« Méthodiquement, en renforçant l'individualisme et la compétition, vous démantelez la recherche publique. Pas d'emplois de titulaires en plus budgétisés. Vous sabordez l'accès pour tous à l'enseignement supérieur. Votre « *monde d'après* » obscurcit l'avenir de la jeunesse et va à l'encontre de l'intérêt général. »



Interventions en Commission des Finances

Octobre 2021

Explication de vote sur les crédits
« *Recherche et Enseignement Supérieur* »
dans le PLF 2022.

« À l'heure où nous devons faire face à de nombreux défis sanitaires, sociétaux et environnementaux, le budget alloué à la mission ESR n'est pas à la hauteur.

Concernant la recherche, vous confortez le système d'appels à projets au détriment des crédits récurrents par le biais du programme 172 dont le principal bénéficiaire est l'ANR. »

« Dans l'enseignement supérieur, vous poursuivez votre politique de sélection qui aggrave les inégalités et la précarité. L'augmentation de 1,48% du programme 150 dédié à la dotation des universités, ne prend pas en compte les besoins réels des universités, ni l'augmentation du nombre d'étudiants. »

« De plus, bien que la précarité étudiante explose, vous augmentez les bourses de 1% seulement, alors que l'inflation est de 1,8% et que le coût de la vie étudiante a augmenté de 2,5%. Vous supprimez également le repas à 1 euro pour les étudiants non boursiers. »





Interventions en Commission des Affaires Économiques

Avril 2021

Examen de la proposition de loi relative à
l'interdiction des « *fermes usines* »

« (...) Basé sur une forte concentration d'animaux sur un espace réduit, le taux de mortalité est plus important que dans les autres types d'élevages et il engendre de nombreux risques tant sur le plan environnemental, que sur la santé humaine et le bien-être animal. »

« (...) -1% des fermes françaises produisent plus de la moitié des porcs, poulets et œufs produits en France. (...) »

Ce système productiviste met sous pression les paysans, leurs élevages et leurs terres. (...) »

Il est à l'opposé des modèles d'agriculture paysanne, structurants pour les territoires et créateurs d'emplois. »







Questions écrites au gouvernement

Date	Ministre interrogé	Titre
Décembre 2021	Ministre des solidarités et de la santé	Santé mentale de la jeunesse : la Défenseure des droits nous alerte !
Octobre 2021	Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation	Bientôt le retour des protéines animales transformées ?
Septembre 2021	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Qu'attend le gouvernement pour résorber la précarité étudiante?
Septembre 2021	Ministre des solidarités et de la santé	Soins infirmiers à domicile : une nécessité pour préserver l'autonomie des jeunes en situation de handicap
Septembre 2021	Ministre des Affaires étrangères et de l'Europe	Afghanistan : devoir d'accueil
Septembre 2021	Ministre des solidarités et de la santé	Le gouvernement n'a pas d'argent pour la santé, mais pour le pass sanitaire il en a trouvé !
Septembre 2021	Ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports	Rentrée scolaire : Un jour sans fin !
Août 2021	Ministre de la transition écologique	Restera-t-il un chant d'oiseau ?
Juillet 2021	Ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion	Cynique réforme de l'assurance chômage
Mai 2021	Ministre de la culture	La mobilisation continue !
Avril 2021	Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	Enseignants non remplacés : droit à l'éducation bradé !
Mars 2021	Ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports	École de la confiance : un rendez-vous manqué !
Mars 2021	Ministre de la transition écologique	6 ^{ème} extinction de masse et réchauffement climatique : l'inaction tue !
Mars 2021	Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	Pour la gratuité des masques dans les établissements scolaires
Février 2021	Ministre de la justice	La justice doit évoluer sur le traitement des violences sexuelles.
Janvier 2021	Ministre des solidarités et de la santé	La misère explose : l'inaction et l'indifférence tuent !





Manifestations et rencontres sur le terrain

<i>Code couleurs</i>		<i>Nbe</i>
	Rencontres d'acteurs sociaux (institutions, syndicats, associations)	11
	Manifestations	39
	Cérémonies officielles	17
	Autres	2

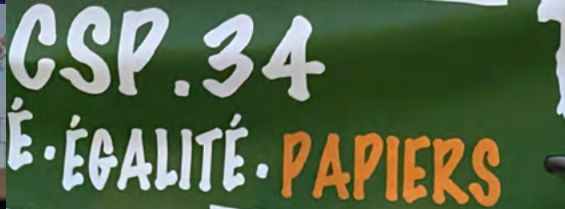
<i>Date</i>	<i>Ville</i>	<i>Dpt</i>	<i>Thème</i>
04/12/2021	Montpellier	34	Dictée du Petit Bard
03/12/2021	Montpellier	34	Conseil de juridiction de la cour d'appel de Montpellier
30/11/2021	Montpellier	34	Projection débat au cinéma Diagonal : "La Commedia dell'artiste"
26/11/2021	Montpellier	34	Inauguration de la Maison Campredon du Secours Catholique
01/12/2021	Montpellier	34	Assises régionales de la grande pauvreté et des inégalités sociales
21/11/2021	Montpellier	34	Marche contre les violences faites aux femmes
11/11/2021	Montpellier	34	Cérémonie du 103 ^{ème} anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918
10/11/2021	Montpellier	34	Cérémonie à la mémoire des agents des PTT morts pour la France
15/10/2021	Montpellier	34	Rencontre des habitants du Petit-Bard et de la Pergola
11/10/2021	Montpellier	34	Rencontre avec l'association "Famille au grand coeur"
09/10/2021	Sumène	30	Rassemblement à Sumène pour demander la dissolution de la Ligue du Midi
08/10/2021	Montpellier	34	Rassemblement pour l'ouverture du procès de l'assassinat de Thomas Sankara
07/10/2021	Montpellier	34	Rassemblement devant le commissariat en soutien aux sans-papiers

05/10/2021	Montpellier	34	Manifestation interprofessionnelle pour défendre les salaires, les emplois, l'éducation et dire non aux réformes de la retraite et de l'assurance chômage
25/09/2021	Montpellier	34	Marches des fiertés
16/09/2021	Montpellier	34	Manifestation pour la déconjugalisation de l'AAH
14/09/2021	Montpellier	34	Rassemblement des ATSEM
09/09/2021	Montpellier	34	Prise de commandement du groupement de la gendarmerie de l'Hérault du Général Laniel
12/09/2021	Montpellier	34	Antigone des associations
06/09/2021	Montpellier	34	Rassemblement des ATSEM
29/08/2021	Montpellier	34	77ème anniversaire de la libération de Montpellier
16/07/2021	Montpellier	34	Cérémonie à la Mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et hommage aux justes de France
14/07/2021	Montpellier	34	Defilé et prise d'armes à l'occasion de la fête Nationale
12/07/2021	Montpellier	34	Cérémonie d'accueil dans la Nationalite française à la Préfecture de Montpellier
03/07/2021	Castelnaule-Lez	34	Remise des prix du civisme pour la jeunesse, de l'éducation à la citoyenneté et de l'engagement citoyen
03/07/2021	Perpignan	34	Rassemblement à Perpignan contre le congrès du RN
18/06/2021	Montpellier	34	Cérémonie organisée à l'occasion du 81 ^{ème} anniversaire de l'appel historique du Général De Gaulle
12/06/2021	Montpellier	34	Marche pour les libertés et contre l'extrême droite
28/05/2021	Montpellier	34	Webinaire sur le droit de mourir dans la dignité organisé par l'ADMD 34
22/05/2021	Montpellier	34	Manifestation contre l'apartheid, pour la paix et la reconnaissance d'un état palestinien
20/05/2021	Montpellier	34	Mobilisation devant le TGI 3 ans après le procès du commando de la fac de droit de Montpellier
15/05/2021	Montpellier	34	Mobilisation pour la paix et la reconnaissance d'un état palestinien
10/05/2021	Montpellier	34	Cérémonie en hommage aux policiers morts pour la France
08/05/2021	Montpellier	34	Cérémonie du 8 mai 1945
07/05/2021	Montpellier	34	Cérémonie à la mémoire des agents des PTT morts pour la France

01/05/2021	Montpellier	34	Manifestation du 1 ^{er} Mai
30/03/2021	Montpellier	34	Rencontre avec des acteurs du monde de la culture dans le cadre de l'occupation du Centre Chorégraphique National de Montpellier
28/03/2021	Montpellier	34	Marche pour le climat
22/03/2021	Montpellier	34	Rassemblement devant la fac de droit 3 ans après qu'un commando de nervis ait frappé des étudiants
17/03/2021	Montpellier	34	Mobilisation pour la culture
13/03/2021	Montpellier	34	Mobilisation contre la loi Sécurité Globale
12/03/2021	Montpellier	34	Assemblée générale des acteurs de la culture à Montpellier
11/03/2021	Montpellier	34	Cérémonie en hommage aux victimes du terrorisme
10/03/2021	Montpellier	34	Rassemblement devant l'Opéra Comédie à l'initiative des étudiants de l'école nationale supérieure d'art dramatique de Montpellier
07/03/2021	Montpellier	34	Manifestation pour les droits des femmes
03/02/2021	Paris	75	Rendez-vous à l'ambassade de Guinée pour Souleymane
30/01/2021	Montpellier	34	Mobilisation pour Souleymane
26/01/2021	Montpellier	34	Mobilisation des enseignants, étudiants, AED, infirmières scolaires, assistantes sociales, AESH et des parents d'élèves
23/01/2021	Montpellier	34	Mobilisation pour la culture
23/01/2021	Montpellier	34	Rassemblement en soutien à Souleymane
15/01/2021	Lattes	34	Mobilisation pour la sauvegarde des emplois de Schneider Electric à Lattes
28/12/2020	Montpellier	34	Cérémonie en hommage au brigadier Arno Mavel, au lieutenant Cyrille Morel et à l'adjudant Rémi Dupuis, abattus lors d'une opération de secours d'une femme victime de violences conjugales
18/12/2020	Montpellier	34	Mobilisation à Montpellier pour la journée internationale des migrants
12/12/2020	Montpellier	34	Manifestation pour le retrait de la loi Sécurité Globale
05/12/2020	Montpellier	34	Conférence de presse et manifestation pour le retrait de la loi Sécurité Globale

01/12/2020	Béziers	34	Rassemblement devant le tribunal de Béziers pour soutenir Sabine convoquée après avoir tracté contre la loi Blanquer avec un foulard sur la bouche en signe de bâillon en 2019
26/11/2020	Montpellier	34	Conférence de presse en soutien à Sabine convoquée le 1 ^{er} décembre au tribunal de Béziers
21/11/2020	Montpellier	34	Manifestation contre la loi Sécurité Globale
11/11/2020	Montpellier	34	Commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918
10/11/2020	Montpellier	34	Mobilisation des enseignants
10/11/2020	Montpellier	34	Rassemblement devant le TJ de Montpellier pour soutenir Lewis qui avait décroché un portrait de Macron dans le cadre d'une action pacifique pour le climat avec ANV Cop 21
09/11/2020	Montpellier	34	Rassemblement devant la résidence ADOMA en soutien à Sébastien
20/10/2020	Paris	75	Hommage de l'Assemblée nationale à Samuel Paty
15/10/2020	Montpellier	34	Rencontre avec le rectorat pour les étudiants sans affectation en Master
01/10/2020	Montpellier	34	Rassemblement devant le rectorat des étudiants sans affectation en Master
25/09/2020	St Clément de Rivière	34	Rassemblement sur le site des Fontanelles contre le projet Oxylane
01/09/2020	Montpellier	34	Rassemblement devant la préfecture suite à l'expulsion du squat Bouisson Bertrand
31/08/2020	Montpellier	34	Mobilisation contre l'expulsion du squat Bouisson Bertrand
30/08/2020	Montpellier	34	Cérémonie pour le 76 ^{ème} anniversaire de la Libération





Muriel Ressiguier

Députée de la
2^e circonscription de l'Hérault



Permanence parlementaire

9, rue de Belfort
34000 Montpellier
Tél : 09 62 53 16 65

Assemblée nationale

126, rue de l'Université
75335 Paris 07 SP
Tél : 01 40 63 71 20



muriel.ressiguier@assemblee-nationale.fr



murielressiguier.fr



[twitter.com/
MRessiguier](https://twitter.com/MRessiguier)



[facebook.com/
MRessiguier](https://facebook.com/MRessiguier)



[instagram.com/
muriel_ressiguier](https://instagram.com/muriel_ressiguier)



[youtube.com/channel/
UCiVFJiVI-GBPmahaPZ4Hew](https://youtube.com/channel/UCiVFJiVI-GBPmahaPZ4Hew)